

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 75 (1995)
Heft: 4

Rubrik: La parole est à une banque de gestion de fortune

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pourquoi faut-il acheter le marché français ?



Olivier Martin

Responsable
du Département
Gestion de Portefeuilles
au Crédit Suisse (France).

UNE FORTE DÉCONNEXION

ENTRE LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ET CELUI DES ACTIONS

Nous ne trouvons dans l'histoire de la Bourse que peu de périodes pendant lesquelles une baisse sensible des taux d'intérêts s'accompagne d'une baisse de la Bourse.

Les dix premiers mois de cette année en sont cependant un exemple.

Au cours de cette période, les emprunts d'États d'une maturité de 7 à 10 ans ont progressé de 12.5 % alors que le CAC 40 affiche une performance légèrement négative.

L'influence des marchés obligataires étrangers et particulièrement le marché américain, les perspectives de ralentissement de l'économie qui éloignent le spectre – très virtuel – de l'inflation, les dégâts causés par l'importance des taux réels qui pénalise l'investissement et la consommation, tout cela justifie une forte baisse des taux.

Mais pourquoi donc ce retard du marché des actions ?

DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES

APPAREMMENT TRÈS DÉCEVANTS

Les analystes avaient au début de l'année estimé la croissance des bénéfices des sociétés du CAC 40 à près de 15 %. Ils seront au final en baisse de 20 %.

Les sociétés françaises souffrent-elles d'un mal particulier et sont-elles plus mal gérées que leurs concurrentes étrangères ? Certes non.

L'année 1995 aura été pour de nombreux groupes l'occasion de remettre à plat leurs comptes profitant d'un changement de présidence comme ce fut le cas de Suez, Alcatel et dernièrement la Générale des Eaux.

La crise immobilière a continué à faire supporter un lourd tribut aux sociétés du secteur financier et la baisse de nombreuses devises par rapport au franc (dollar, livre, lire, peseta) a pénalisé les performances de nos principaux groupes exportateurs.

Mais ces événements, pour importants qu'ils soient, ne sont pas récurrents et, une fois les bilans assainis et les efforts d'ajustements nécessaires pour faire face à la concurrence internationale réalisés, nos entreprises vont poursuivre leur marche en avant.

UN CONTEXTE POLITIQUE DÉPLORABLE

Les investisseurs étrangers ont manifesté cette année une forte défiance vis-à-vis du marché parisien, justifiée à leurs yeux par les incertitudes politiques, la montée des revendications sociales et par les défauts du capitalisme à la française où le pouvoir de la « superstructure » peut paraître aussi peu justifié qu'efficace. Les noyaux durs des sociétés privatisées en sont un exemple concret.

Enfin le climat insidieux des « affaires » ne pouvait qu'aggraver ce pessimisme ambiant.

Parions que ces considérations auront l'année prochaine un impact beaucoup moins important.

DES RAISONS D'ESPÉRER

Après quelques tâtonnements, le nouveau gouvernement a semble-t-il pris la réelle mesure des problèmes auxquels il est confronté. Les bonnes intentions du départ, lutter contre le chômage et l'exclusion, ont été battues en brèche par la situation délicate de notre économie et plus particulièrement par l'importance des déficits.

Rigueur budgétaire et assouplissement monétaire, tels sont les crédits qui vont redonner confiance au marché.

Certes, l'ensemble des prélèvements supplémentaires qui vont peser en 1996 sur les ménages et les entreprises seront de l'ordre de 150 milliards de francs français.



CREDIT SUISSE (FRANCE)

Le Crédit Suisse (France) et sa succursale de Monaco font partie intégrante du Crédit Suisse, fondé à Zurich en 1856. Celui-ci est implanté sur toutes les places financières étrangères importantes. Le Crédit Suisse est lui-même filiale du CS Holding, l'un des plus grands groupes internationaux de services financiers. Le Crédit Suisse (France) se consacre à offrir à une clientèle comprenant les premières entreprises françaises, les institutionnels et les particuliers fortunés une relation de partenariat global.

Pas seulement des points sur une carte!

Notre chaque point représente un de nos plus importants clients, nous avons été et serons heureux de servir.

Cela aura probablement un impact sur la consommation au début de l'année prochaine mais la baisse des taux d'intérêts et celle du taux de l'épargne permettront à l'économie de redémarrer au second semestre.

Le risque pourrait résider dans la remontée des taux d'intérêts, mais nos perspectives de croissance – probablement moins de 2 % pour 1996 – ne justifient pas une telle anticipation.

LE RETOUR À LA CONFIANCE

La priorité donnée à l'orthodoxie budgétaire va permettre à la France, d'une part de répondre d'ici 1998 aux critères du traité de Maastricht, et d'autre part de résorber d'ici treize ans ses déficits sociaux.

Voilà de quoi rassurer les marchés et permettre au franc de surmonter ses faiblesses passagères.

C'est ce niveau de confiance, si difficile à mesurer, qui va conduire les investisseurs à se réintéresser au marché français, que nous jugeons pas cher aujourd'hui tant en termes de PE (13.5 fois pour 1996 et 11.1 fois pour 1997) qu'en termes de rendement (près de 3.6 % en 1995 pour des taux courts à 5 %).

Ajoutons à cela des mesures bienvenues pour favoriser les fonds de pension, le CAC 40 pouvant bien d'ici douze mois tester les niveaux de 2 150 points, soit une progression de plus de 16 %.

NOS VALEURS FAVORITES POUR 1996 :

CAC 40	ACCOR CARREFOUR LVMH MICHELIN SCHNEIDER
SBF 120	BERTRAND FAURE BIS CASTORAMA CLUB MED. USINOR/SACILOR
MID. & SMALL CAPS	APPLICATION DES GAZ CHRISTIAN DALLOZ DEVEAUX HERMES SCOR

Crédit Suisse (France), 24, rue Cambacérès, 75008 Paris, Tél. (1) 43 12 10 00, Fax (1) 43 12 10 90

Crédit Suisse Monaco, Le Parc Palace, 27, avenue de la Costa - BP 155 - MC 98003 Monaco Cedex, Tél. 93 15 27 27, Fax 93 25 27 99.

Brentano's

THE Bilingual BOOKSTORE WITH AN AMERICAN ACCENT

37, AVENUE DE L'OPERA
75002 PARIS
TEL:42.61.52.50

Résidence Lord Byron Hôtel Mayflower

5, rue de Chateaubriand
75008 Paris
Tél. 0033/1 43 59 89 98

3, rue de Chateaubriand
75008 Paris
Tél. 0033/1 45 62 57 46